

PROPOSITION D'UNE CONSTITUTION CONSENSUELLE

Le non des partisans d'une transition démocratique

Au sein de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique, on récuse et on refuse énergiquement la constitution consensuelle promise par le Président de la République dans son discours d'investiture pour son quatrième mandat.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour les premiers responsables de la Coordination, ceux du RCD, du MSP, de Nahda, de Jil Jadid et du FJD et l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour qui se sont retrouvés, hier lundi, au siège national du parti de Abdallah Djaballah, il n'est pas question de cautionner cette démarche à laquelle le pouvoir recourt à chaque fois en

adoptant les propositions de l'opposition pour «les vider au final de leur quintessence et substance».

Lors de ce conclave, les Mohcine Belabbas, Abderrezak Mokri, Abdallah Djaballah, Djilali Sofiane, Mohamed Douibi et Ahmed Benbitour ont eu aussi à faire une évaluation du travail accompli par la Coordination. D'abord dans son volet contacts

et rencontres d'avec les personnalités nationales, en prenant acte des échanges de points de vue sur les perspectives concernant les libertés et la transition démocratique.

Dans ce cadre, la Coordination a arrêté un autre agenda de rencontres avec d'autres personnalités.

Un agenda qui comprendrait, entre autres, les anciens chefs de gouvernement Mokdad Sifi et Smaïl Hamdani et l'ancien président de la République Liamine Zeroual dont les noms ont été retenus à l'issue du som-

met de la Coordination, mardi dernier.

Aussi, il a été question lors de cette rencontre de discuter et d'enrichir la plate-forme sur la transition démocratique dont une commission se charge de l'élaboration depuis des semaines.

Elle a, dans ce sens, pris acte des perspectives, de l'esquisse qu'elle s'est tracée pour une transition démocratique juste et sereine, et ce, en prenant en compte un diagnostic précis de la situation du pays et de la scène politique nationale,

notamment ce dont ont accouché les dernières élections présidentielles.

A propos de la conférence nationale sur la transition démocratique qui sera le cadre de concertation autour de l'avenir de l'Algérie et les instruments de la transition démocratique, initialement prévue pour les 17 et 18 du mois de mai courant avant d'être reportée, la CNLTD a décidé de n'arrêter de date précise de son déroulement qu'une fois les contacts et les concertations achevés.

M. K.

ARRIVÉE À ALGER DE L'EX-OTAGE ALGÉRIEN AU SOUDAN

Libéré après 15 jours de captivité

Etrange scène à l'aéroport international d'Alger, alors que l'horloge affiche 12h. La famille de Jenane Arezki, l'ex-otage algérien au Soudan, ne sait pas l'arrivée de celui qui a été détenu pendant 15 jours par un groupe armé. «Nous avons appris sa libération à la télévision soudanaise», témoigne-t-elle.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Les deux sœurs d'Arezki, son neveu et sa nièce s'approchent d'un officier de police pour lui demander des informations sur le lieu d'arrivée de l'ex-otage algérien au Soudan : «Nous avons été au salon d'honneur et on nous a signifié que son vol est attendu à l'aéroport international... vous ne savez pas de quel côté il débarque ?». Le policier lance un appel sur son talkie-walkie. Un moment après, un collègue à lui arrive. Il explique qu'il y a eu quelques imprévus avant de conduire la famille d'Arezki à nouveau vers le salon d'honneur.

Pendant ce temps, une des sœurs d'Arezki affirme que leur maman, âgée de 83 ans, patiente seule dans la voiture au niveau du parking : «Elle est handicapée et il faut un équipement spécial pour la transporter. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé d'assistance à l'aéroport...». A aucun moment la famille d'Arezki n'a été contactée par le ministère des Affaires étrangères ou

une autre institution de l'Etat, selon sa sœur cadette qui témoigne : «Nous avons appris la nouvelle de sa libération à la télévision soudanaise. Pour son arrivée à Alger, c'est lui qui nous informé par téléphone.»

«Mes kidnappeurs cherchaient un Egyptien à qui je ressemble»

Il est 11h lorsque l'ex-otage algérien au Soudan, Jenane Arezki, qui occupait un poste de responsable de la maintenance des équipements de forage, dans un champ pétrolier dans la province de Kordofan-ouest (1 500 km au sud-ouest de Khartoum), arrive au niveau du salon d'honneur de l'aéroport d'Alger, accompagné par le directeur des affaires consulaires au ministère des Affaires étrangères.

Il témoigne d'émotion devant la presse : «Trois pick-up, chargés chacun d'une douzaine d'hommes lourdement armés, sont arrivés sur notre site le 18 avril, vers 8h10.

Ils nous ont emmenés 300 km plus loin, au sud-ouest du pays. Nous étions huit personnes, deux plombiers chinois, un chauffeur et quatre militaires soudanais, qui faisaient office d'agents de sécurité, ainsi que moi et un autre Algérien qui a été libéré la semaine passée.

Au départ, ils n'avaient rien d'une bande organisée qui revendique quelque chose de spécial. Ils avaient plus l'air d'un groupe de pilliers. Mais ce qui m'a intrigué par la suite, c'est qu'ils ont avoué m'avoir pris pour un Egyptien qu'ils cherchaient et à qui je ressemble, sans quoi ils ne m'auraient pas kidnappé. Ils nous ont expliqué avoir embarqué tous, afin de se protéger sur le chemin du retour.

Se protéger de l'aviation militaire qui les aurait bombardés si ce n'est notre présence...». Enfin, il raconte que quatre notables soudanais sont venus le récupérer lui et les deux Chinois des mains de leurs ravisseurs, après des négociations dont il ignore la nature.

Aujourd'hui, et après un périple de 15 jours, il a la certitude que ses kidnappeurs font partie d'une faction rebelle de l'armée soudanaise.

M. M.

TIZI-OUZOU

Imposante marche des étudiants pour le respect des libertés démocratiques et pour dénoncer la répression

«Pour revendiquer un statut officiel pour tamazight, dénoncer la répression, pour le respect des libertés démocratiques et l'instauration d'une deuxième république sans le système politique actuel...», ces mots d'un étudiant syndicaliste de la CLE, coordination locale des étudiants résument la pluralité des slogans et des revendications scandés par un peu plus de 2 000 participants à la marche organisée, hier, à Tizi-Ouzou, à l'initiative de la Coordination des comités autonomes de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et soutenue par une dizaine d'ex-animateurs et militants du MCB et la section de Tizi-Ouzou de la LADDH.

Décidée à la suite et en réaction à la violente répression qui a frappé la marche commémorative du Printemps berbère du 20 avril dernier, la manifestation d'hier s'est déroulée dans le calme, une ambiance qui a pris des allures plutôt conviviales et bon enfant au sein d'une foule bigarrée d'étudiantes et d'étudiants qui ont déployé des drapeaux aux couleurs nationales et le jaune et vert frappé du «Z» en tiffinagh de la bannière amazighe. Une foule à laquelle se sont mêlés «beaucoup de cheveux blancs», plaisantait Mouloud Lounaouci qui faisait partie des quelques figures connues et d'ex-animateurs du MCB qui ont soutenu la marche des étudiants

qui se réclament volontiers du combat de leurs aînés et des valeurs du printemps amazighe.

«Pour que le combat de nos aînés ne soit pas vain», «Rassemblement et unité autour des valeurs du printemps berbère», lit-on sur deux banderoles portées par les jeunes étudiants.

Tout une symbolique et un aspect que n'a, d'ailleurs, pas manqué de souligner le D'Mouloud Lounaouci qui a insisté sur «le passage de témoin» à la nouvelle génération pour «la remise à flots» de la lutte et des valeurs fondatrices du mouvement culturel berbère.

«20 Avril, un événement, une mémoire ; corrigez l'histoire, l'Algérie n'est pas arabe ; tama-

zight, langue officielle... », ont été aussi les mots d'ordre portés sur des banderoles déployées par les marcheurs qui n'ont pas manqué de formuler des revendications puisées dans le registre politique du MCB et appelant au respect des droits de l'homme, au changement et au rejet du système politique en place.

«Pour l'ouverture du champ politique, syndical et médiatique», «pour le changement du système et non dans le système» ont aussi crié les étudiants qui n'ont pas mis de côté leurs préoccupations d'ordre social et pédagogique.

«Respect aux étudiants», lit-on, notamment sur une pan-

carte portée par une jeune étudiante. Signalons enfin, la discrétion dont ont fait preuve les services de sécurité dont beaucoup d'éléments en civil se sont mêlés aux marcheurs, qui ont fait l'objet d'une surveillance aérienne par un hélicoptère aux couleurs de la Gendarmerie nationale, qui a effectué un balayage aérien de l'itinéraire de la marche et une partie du centre-ville où les brigades anti-émeutes et leurs engins motorisés n'ont pas été visibles. Signe visible des précautions prises par les autorités qui tentent, visiblement, d'effacer les effets de la gestion catastrophique de la marche du 20 avril dernier.

S.A.M.